

TABLE DES MATIÈRES

Préface	VII
Liste des principales abréviations	XI
Sommaire	XIII

PREMIÈRE PARTIE : INTRODUCTION GÉNÉRALE

TITRE I. Objectif et contenu du cours	3
TITRE II. Plan du cours	11
TITRE III. Notions juridiques élémentaires	13
CHAPITRE 1. – Les normes juridiques	15
SECTION 1. – LES NORMES INTERNATIONALES	16
SECTION 2. – LES NORMES INTERNES	18
SOUS-SECTION 1. – La Constitution	19
SOUS-SECTION 2. – Les normes législatives	20
SOUS-SECTION 3. – Les normes réglementaires	21
SOUS-SECTION 4. – Les principes généraux du droit administratif belge.....	22
I. – Notion	22
II. – Illustration	25
III. – Caractère supplétif	27
IV. – Le point faible des principes généraux	28
1. – Le principe général de proportionnalité	30
2. – Le principe général d'égalité.....	31

3. – Le principe général du respect des droits de la défense	34
4. – Le principe général du contradictoire ou <i>audi alteram partem</i>	37
5. – Le principe général <i>non bis in idem</i>	40
6. – Le principe général du délai raisonnable.....	41
7. – Le principe général d'impartialité	41
8. – Le principe général de non-rétroactivité des lois et des actes administratifs.	46
9. – Le principe général <i>patere legem quam ipse fecisti</i> ..	47
10. – Le principe général de comparaison des titres et mérites.....	48
11. – La loi du changement ou principe général de mutabilité des services publics	48
12. – La notification des actes administratifs à portée individuelle	50
13. – Le principe général du retrait des actes administratifs	50
14. – Les principes généraux de bonne administration ..	52
A. – Le principe du raisonnable.....	53
B. – Le principe général de légitime confiance ou de croyance légitime	53
C. – Le devoir de minutie ou principe général de l'exercice effectif du pouvoir d'appréciation ..	54
D. – Le devoir de collaboration procédurale	55
E. – L'obligation de motivation interne ou matérielle des décisions administratives	56
15. – Les principes non reconnus	57
SOUS-SECTION 5. – Les principes généraux dans le droit de l'Union européenne	58
I. – Le droit à une bonne administration	59
II. – La confiance légitime.....	60
III. – Le devoir de sollicitude.....	61
CHAPITRE 2. – La hiérarchie des normes.....	63
SECTION 1. – LE DROIT INTERNATIONAL AVEC EFFETS DIRECTS	63
SECTION 2. – LA CONSTITUTION	65

SECTION 3. – LES LOIS SPÉCIALES.....	66
SECTION 4. – LES NORMES LÉGISLATIVES ORDINAIRES	67
SECTION 5. – LES ACTES RÉGLEMENTAIRES	68
SECTION 6. – LES ACTES DES POUVOIRS LOCAUX.....	69
CHAPITRE 3. – Le contrôle du respect de la hiérarchie des normes...	71
SECTION 1. – LE CONTRÔLE PRÉVENTIF DES AVANT-PROJETS DE NORMES LÉGISLATIVES ET DES AVANT-PROJETS D'ARRÊTÉS RÉGLEMENTAIRES.....	71
SOUS-SECTION 1. – Principes	71
SOUS-SECTION 2. – Les avant-projets de normes législatives.....	72
SOUS-SECTION 3. – Les avant-projets de normes réglementaires ...	72
SOUS-SECTION 4. – Les caractéristiques des avis de la section de législation.....	73
SECTION 2. – LES CONTRÔLES <i>A POSTERIORI</i>	74
SOUS-SECTION 1. – En droit interne	74
§1. - <i>La contrariété de toute norme interne avec le droit international ayant des effets directs</i>	75
I. – Principe	75
II. – La question prioritaire de constitutionnalité.....	77
§2. - <i>Les normes législatives exclusivement contraires à la Constitution ou à la répartition des compétences</i>	79
I. – Principe	79
II. – Le recours en annulation.....	80
III. – La question préjudicielle.....	81
§3. - <i>Le contrôle des actes administratifs (réglementaires et individuels) au regard de la hiérarchie des normes</i>	84
I. – Le recours en annulation.....	85
A. – Le Conseil d'État et la fonction publique	85
B. – Le délai de recours	87
C. – L'épuisement des voies de recours organisés préalables	88
D. – Effet rétroactif de l'arrêt d'annulation	90
II. – L'exception d'illégalité (art. 159 Const.)	91
§4. - <i>Les juridictions judiciaires et la fonction publique</i>	93

SOUS-SECTION 2. – En droit européen.....	95
§1. - <i>Le droit du Conseil de l'Europe</i>	95
§2. - <i>Le droit de l'Union européenne</i>	96
TITRE IV. Les différentes fonctions publiques	
du pays	97
CHAPITRE 1. – La fonction publique organique et la fonction publique fonctionnelle	99
CHAPITRE 2. – Aperçu des différentes fonctions publiques du pays	101
SECTION 1. – LES ADMINISTRATIONS FÉDÉRALES – LA RÉFORME « COPERNIC »	101
SECTION 2. – LES ADMINISTRATIONS DES ENTITÉS FÉDÉRÉES	103
SECTION 3. – L'A.R.P.G.	104
SOUS-SECTION 1. – Notion.....	104
SOUS-SECTION 2. – La Sixième Réforme de l'État	106
SECTION 4. – LES ADMINISTRATIONS DES POUVOIRS LOCAUX	108
SECTION 5. – LES MEMBRES DE L'ORDRE JUDICIAIRE.....	108
SECTION 6. – LES MEMBRES DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE.....	109
SECTION 7. – ET ENCORE.....	109
SECTION 8. – OBJET DU COURS	109
TITRE V. Les services publics au niveau fédéral	111
CHAPITRE 1. – Introduction	113
CHAPITRE 2. – Les services publics fédéraux ou S.P.F.	115
SECTION 1. – INTRODUCTION	115
SECTION 2. – LES SERVICES PUBLICS FÉDÉRAUX VERTICAUX	116
SECTION 3. – LES SERVICES PUBLICS FÉDÉRAUX HORIZONTAUX.....	123
CHAPITRE 3. – Les services publics fédéraux de programmation ou S.P.P.	129

CHAPITRE 4. – Les organes des services publics fédéraux	133
SECTION 1. – AU SEIN DES S.P.F.	133
SOUS-SECTION 1. – Le comité de direction.	133
SOUS-SECTION 2. – Le conseil stratégique	134
SECTION 2. – AU SEIN DES S.P.P.	135
TITRE VI. La nature de la relation juridique entre les agents publics et leur autorité	137
CHAPITRE 1. – Le principe : le régime statutaire	139
CHAPITRE 2. – Le régime contractuel	141
SECTION 1. – LE RÉGIME LÉGAL ACTUEL	141
SOUS-SECTION 1. – Le principe statutaire	141
SOUS-SECTION 2. – Les quatre exceptions légales	142
SOUS-SECTION 3. – En pratique	144
SECTION 2. – À L'AVENIR	145
CHAPITRE 3. – Les principales différences entre le recrutement statutaire et l'engagement contractuel	149
SECTION 1. – INTRODUCTION	149
SECTION 2. – L'ACCÈS À LA FONCTION	149
SECTION 3. – LA LOI DU CHANGEMENT ET SES CONTREPARTIES	150
SECTION 4. – LA RÉMUNÉRATION	151
SECTION 5. – LE CONTENTIEUX DISCIPLINAIRE	152
SECTION 6. – L'AUDITION PRÉALABLE AU LICENCIEMENT SA MOTIVATION FORMELLE	153
SOUS-SECTION 1. – <i>Audi alteram partem</i>	153
SOUS-SECTION 2. – La motivation du licenciement d'un agent contractuel.	154
SECTION 7. – LE CONSEIL D'ÉTAT, JUGE NATUREL DES AGENTS STATUTAIRES ..	157
SECTION 8. – LE JUGE JUDICIAIRE, JUGE NATUREL DE L'AGENT CONTRACTUEL ..	157
SECTION 9. – L'ÉGALITÉ ENTRE AGENTS CONTRACTUELS ET STATUTAIRES APRÈS LA NOMINATION	159

**DEUXIÈME PARTIE : LES DIFFÉRENTES ÉTAPES
DE LA FONCTION PUBLIQUE**

TITRE I. L'accès à la fonction publique et le déroulement de la carrière des agents fédéraux ..	163
CHAPITRE 1. – Le champ d'application du statut Camu	165
CHAPITRE 2. – Les places disponibles dans les administrations fédérales.....	167
SECTION 1. – LE PLAN DE PERSONNEL	167
SECTION 2. – LES CADRES LINGUISTIQUES	169
CHAPITRE 3. – La hiérarchie dans la fonction publique fédérale...	171
SECTION 1. – LA HIÉRARCHIE ENTRE LES CLASSES ET LES GRADES	171
SOUS-SECTION 1. – Les classes	173
SOUS-SECTION 2. – Les grades	174
SOUS-SECTION 3. – Le régime antérieur et les rangs.....	174
SECTION 2. – LES MANDATS.....	175
SOUS-SECTION 1. – Les fonctions de management.....	175
SOUS-SECTION 2. – Les fonctions d'encadrement.....	176
SOUS-SECTION 3. – Le nombre de mandats dans chaque S.P.F.	176
SECTION 3. – ILLUSTRATION.....	177
CHAPITRE 4. – Les cadres linguistiques.....	179
SECTION 1. – LE RÉGIME LÉGAL	179
SOUS-SECTION 1. – Les rôles linguistiques.....	179
SOUS-SECTION 2. – Les cadres linguistiques	180
SOUS-SECTION 3. – Les degrés linguistiques	181
SOUS-SECTION 4. – Des dispositions d'ordre public	184
SECTION 2. – SYNTHÈSE.....	184
CHAPITRE 5. – Le recrutement	187
SECTION 1. – INTRODUCTION	187

SECTION 2. – LE SELOR – BUREAU DE SÉLECTION DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE	190
SECTION 3. – LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DU RECRUTEMENT	191
SOUS-SECTION 1. – Les conditions d'admissibilité	191
§1. - <i>La nationalité</i>	192
I. – Les organes	194
II. – Les préposés	195
§2. - <i>Le conflit d'intérêts</i>	196
§3. - <i>Le diplôme</i>	197
§4. - <i>Un cas particulier d'inadmissibilité</i>	197
SOUS-SECTION 2. – La sélection comparative	198
SOUS-SECTION 3. – Le stage	202
§1. - <i>Introduction</i>	202
§2. - <i>Les étapes du stage</i>	205
1. – La phase préalable	205
2. – Le déroulement du stage	205
3. – La fin du stage et l'entretien d'évaluation	207
4. – La supervision par le directeur P&O	208
§3. - <i>La commission interdépartementale de recours</i>	208
1. – La composition	208
2. – Les compétences	209
SOUS-SECTION 4. – La nomination et l'entrée en fonction en qualité d'agent de l'État	211
SECTION 4. – LA FORMATION	213
CHAPITRE 6. – Les positions administratives	215
SECTION 1. – L'ACTIVITÉ DE SERVICE	215
SECTION 2. – LA NON-ACTIVITÉ	216
SECTION 3. – LA DISPONIBILITÉ	217
CHAPITRE 7. – Les droits et les devoirs statutaires des fonctionnaires fédéraux	219
SECTION 1. – LES DROITS STATUTAIRES DES AGENTS	221

SOUS-SECTION 1. – La liberté d'expression	221
§1. - <i>Les principes</i>	221
§2. - <i>Les limites à la liberté d'expression</i>	222
SOUS-SECTION 2. – Le droit à l'information.....	222
SOUS-SECTION 3. – Le droit à la formation.....	223
SOUS-SECTION 4. – Le droit de consulter son dossier personnel....	224
SOUS-SECTION 5. – Le droit au traitement digne	224
SECTION 2. – LES DEVOIRS STATUTAIRES	224
SOUS-SECTION 1. – Le devoir de loyauté.....	225
SOUS-SECTION 2. – Le devoir d'obéissance.....	225
§1. - <i>Les principes</i>	225
§2. - <i>La seule exception : l'ordre manifestement illégal</i>	228
I. – Notion	228
II. – L'erreur manifeste d'appréciation.....	230
SOUS-SECTION 3. – Le devoir de réserve.....	231
§1. - <i>Précisions terminologiques</i>	231
§2. - <i>Définition</i>	233
SOUS-SECTION 4. – Le devoir de discrétion	235
SOUS-SECTION 5. – Le devoir de neutralité.....	237
SOUS-SECTION 6. – Le devoir de disponibilité.....	238
SOUS-SECTION 7. – L'obligation de formation	238
SOUS-SECTION 8. – Le devoir de dignité	239
SOUS-SECTION 9. – Le devoir d'intégrité.....	243
SOUS-SECTION 10. – L'obligation de courtoisie	244
SOUS-SECTION 11. – L'obligation de dénoncer les délits, les illégalités et les atteintes suspectées à l'intégrité	244
SOUS-SECTION 12. – L'interdiction de se placer dans une situation de conflits d'intérêts.....	246
SOUS-SECTION 13. – L'obligation d'être à son poste de travail.....	247
CHAPITRE 8. – La mutation	249
SECTION 1. – LA MUTATION VOLONTAIRE	249

TABLE DES MATIÈRES	731
SECTION 2. – LA MUTATION D’OFFICE	250
SECTION 3. – LA MUTATION TEMPORAIRE	251
CHAPITRE 9. – La carrière des agents de l’état.	253
SECTION 1. – LA PROMOTION ET LA MOBILITÉ	253
SOUS-SECTION 1. – La promotion administrative	255
§1. - <i>La promotion par accession au niveau supérieur</i>	255
§2. - <i>La promotion par avancement à la classe supérieure</i>	257
SOUS-SECTION 2. – La promotion par avancement barémique	257
SOUS-SECTION 3. – Les modalités de la promotion administrative ..	257
§1. - <i>Les principes</i>	257
§2. - <i>L’avis de vacance</i>	258
§3. - <i>L’épreuve de sélection et le classement éventuel</i>	259
§4. - <i>La décision de promotion</i>	261
SOUS-SECTION 4. – L’interdiction de promotion	262
SECTION 2. – LE CHANGEMENT DE GRADE	262
CHAPITRE 10. – L’exercice d’une fonction supérieure	265
SECTION 1. – DÉFINITION	266
SECTION 2. – LES CONDITIONS	266
SECTION 3. – LA DÉSIGNATION PROPREMENT DITE	268
SECTION 4. – LA DURÉE DE L’EXERCICE DE FONCTIONS SUPÉRIEURES	268
SECTION 5. – LES MODALITÉS D’EXERCICE DE LA FONCTION SUPÉRIEURE	269
SECTION 6. – L’ALLOCATION POUR L’EXERCICE D’UNE FONCTION SUPÉRIEURE ..	269
CHAPITRE 11. – L’évaluation.	271
SECTION 1. – APERÇU DU RÉGIME D’ÉVALUATION EN VIGUEUR DEPUIS LE 1 ^{ER} NOVEMBRE 2013	271
SECTION 2. – LA PROCÉDURE D’ÉVALUATION	272
SOUS-SECTION 1. – Le champ d’application et les acteurs	272
SOUS-SECTION 2. – Les différentes étapes de la période d’évaluation	274
SOUS-SECTION 3. – Le rapport d’évaluation	276

SOUS-SECTION 4. – Le dossier d'évaluation	278
SOUS-SECTION 5. – Le recours contre le rapport d'évaluation et la mention qu'il contient	278
SOUS-SECTION 6. – Les conséquences de l'évaluation pour la carrière des membres du personnel	280
CHAPITRE 12. – L'ancienneté	283
CHAPITRE 13. – Le statut pécuniaire	285
TITRE II. Le cumul de fonctions	289
CHAPITRE 1. – L'interdiction de principe	291
CHAPITRE 2. – L'autorisation de cumul	293
TITRE III. Le régime disciplinaire	295
CHAPITRE 1. – Introduction	297
SECTION 1. – LA SANCTION DISCIPLINAIRE	297
SECTION 2. – L'OPPORTUNITÉ DE LA SANCTION	299
SECTION 3. – LES AGENTS CONTRACTUELS ET LE RÉGIME DISCIPLINAIRE	300
SECTION 4. – LES DIFFÉRENTES SANCTIONS PRÉVUES PAR LE STATUT	301
SOUS-SECTION 1. – Énumération exhaustive	301
SOUS-SECTION 2. – Définitions	303
CHAPITRE 2. – La procédure disciplinaire	307
SECTION 1. – LA PROCÉDURE DISCIPLINAIRE ORGANISÉE PAR LE STATUT CAMU	307
SOUS-SECTION 1. – Introduction	307
SOUS-SECTION 2. – Les délais	308
SOUS-SECTION 3. – La matérialité des faits, l'enquête préalable et l'audition par le supérieur hiérarchique compétent	309
§1. - <i>La matérialité des faits</i>	309
§2. - <i>L'enquête préalable éventuelle</i>	311
§3. - <i>La convocation à l'audition disciplinaire</i>	314
§4. - <i>L'audition disciplinaire</i>	317

§5. - <i>Le procès-verbal de l'audition disciplinaire</i>	318
§6. - <i>Le dossier disciplinaire</i>	319
SOUS-SECTION 4. - <i>La seconde audition par le comité de direction et la proposition de sanction</i>	319
§1. - <i>La seconde audition disciplinaire</i>	319
§2. - <i>La proposition de sanction</i>	320
§3. - <i>La notification de la proposition de sanction</i>	321
SOUS-SECTION 5. - <i>Le recours contre la proposition de sanction</i>	322
§1. - <i>Le délai de recours</i>	322
§2. - <i>La chambre de recours</i>	324
§3. - <i>L'audience devant la chambre de recours</i>	325
§4. - <i>L'avis de la chambre de recours</i>	326
SOUS-SECTION 6. - <i>La sanction disciplinaire proprement dite</i>	326
§1. - <i>L'autorité disciplinaire compétente</i>	326
§2. - <i>La portée de l'avis de la chambre de recours</i>	327
§3. - <i>Les effets dans le temps de la sanction disciplinaire</i>	328
SECTION 2. - <i>LE RESPECT DES AUTRES NORMES JURIDIQUES SUPÉRIEURES</i>	328
SOUS-SECTION 1. - <i>Rappel</i>	328
SOUS-SECTION 2. - <i>La loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs individuels</i>	329
SOUS-SECTION 3. - <i>Les autres normes juridiques</i>	332
§1. - <i>La proportionnalité de la sanction</i>	332
§2. - <i>Et encore</i>	334
SECTION 3. - <i>LES RECOURS CONTRE LA SANCTION DISCIPLINAIRE DÉFINITIVE</i>	335
CHAPITRE 3. - La prescription de l'action disciplinaire	337
SECTION 1. - <i>LE PRINCIPE</i>	337
SECTION 2. - <i>DANS LA FONCTION PUBLIQUE FÉDÉRALE</i>	337
SOUS-SECTION 1. - <i>La règle statutaire</i>	337
SOUS-SECTION 2. - <i>L'interruption de la prescription en cas d'action pénale</i>	340
CHAPITRE 4. - La suspension préventive	343

SECTION 1. – NOTION ET QUALIFICATION	343
SOUS-SECTION 1. – La suspension préventive est en principe une mesure d'ordre intérieur	343
SOUS-SECTION 2. – L'écartement sur-le-champ	346
SOUS-SECTION 3. – La suspension préventive assortie d'une suspension de traitement	346
SECTION 2. – LES CONDITIONS REQUISES POUR QU'UNE SUSPENSION PRÉVENTIVE PUISSE ÊTRE DÉCIDÉE	347
SECTION 3. – LES CONSÉQUENCES PROCÉDURALES	349
SECTION 4. – EXEMPLES	351
SECTION 5. – LA SUSPENSION PRÉVENTIVE REQUALIFIÉE EN SANCTION DISCIPLINAIRE DÉGUISÉE	353
CHAPITRE 5. – L'incidence d'une procédure pénale sur la procédure disciplinaire	355
SECTION 1. – INTRODUCTION	355
SECTION 2. – LES DISPOSITIONS STATUTAIRES	356
SOUS-SECTION 1. – L'interruption de la prescription	356
SOUS-SECTION 2. – L'indépendance des actions pénale et disciplinaire, nouvellement prescrite par l'arrêté royal du 2 octobre 1937	356
§1. - <i>Le régime antérieur au 1^{er} octobre 2016</i>	356
§2. - <i>Le régime actuel</i>	357
§3. - <i>Le principe général du délai raisonnable</i>	358
§4. - <i>Le sort d'une sanction disciplinaire incompatible avec une décision pénale ultérieure</i>	359
SECTION 3. – L'AUTORITÉ DE CHOSE JUGÉE DE LA DÉCISION PÉNALE	359
SECTION 4. – LA SUSPENSION DU PRONONCÉ EN MATIÈRE PÉNALE	360
CHAPITRE 6. – L'incidence du principe général du délai raisonnable	365
CHAPITRE 7. – L'effacement de la sanction disciplinaire	369

TITRE IV. La cessation définitive des fonctions	371
CHAPITRE 1. – La cessation définitive des fonctions des agents statutaires	373
CHAPITRE 2. – Les modalités propres à la cessation des fonctions d'un agent contractuel	375
TITRE V. Les mandats dans la fonction publique fédérale	379
CHAPITRE 1. – Les fonctions de management	381
SECTION 1. – LA SÉLECTION DES MANAGERS	382
SECTION 2. – LE RECRUTEMENT	383
SECTION 3. – LA DÉSIGNATION.....	384
SECTION 4. – LES MODALITÉS D'EXERCICE DES FONCTIONS DE MANAGEMENT..	385
SOUS-SECTION 1. – Le contrat d'administration et le plan d'administration	385
SOUS-SECTION 2. – Les modalités relatives à l'exécution des fonctions de management	387
SECTION 5. – L'ÉVALUATION DES TITULAIRES D'UNE FONCTION DE MANAGEMENT.....	388
SOUS-SECTION 1. – Les cycles d'évaluation	388
SOUS-SECTION 2. – Le déroulement du cycle d'évaluation.....	389
§1. - <i>Les entretiens de fonctionnement</i>	389
§2. - <i>L'entretien d'évaluation</i>	389
SOUS-SECTION 3. – Le rapport d'évaluation et la mention attribuée..	390
SOUS-SECTION 4. – Le dossier d'évaluation	390
SOUS-SECTION 5. – Les voies de recours.....	391
SECTION 6. – LA FIN DU MANDAT ET SON RENOUVELLEMENT	392
SOUS-SECTION 1. – La fin du mandat	392
SOUS-SECTION 2. – Le non-renouvellement du mandat.....	393
SOUS-SECTION 3. – Le renouvellement du mandat	394

CHAPITRE 2. – Les fonctions d'encadrement	395
TITRE VI. La responsabilité civile de l'administration et des fonctionnaires	397
CHAPITRE 1. – Position du problème	399
CHAPITRE 2. – Le régime de la responsabilité de la puissance publique avant la loi du 10 février 2003	401
SECTION 1. – LES GRANDS PRINCIPES	401
SECTION 2. – LES INCONVÉNIENTS DE LA THÉORIE DE L'ORGANE	404
CHAPITRE 3. – La loi du 10 février 2003 relative à la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques	405
TITRE VII. Le statut syndical	409
CHAPITRE 1. – Introduction	411
CHAPITRE 2. – Les mécanismes légaux	413
SECTION 1. – LA CONSULTATION	413
SECTION 2. – LA NÉGOCIATION	413
SECTION 3. – LA CONCERTATION	415
SECTION 4. – LA PROTECTION DES DÉLÉGUÉS SYNDICAUX	415
 TROISIÈME PARTIE : L'EUROPÉANISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE 	
TITRE I. Introduction	419
CHAPITRE 1. – L'incidence de Luxembourg et de Strasbourg dans le droit de la fonction publique belge	421
CHAPITRE 2. – La fonction publique et les droits fondamentaux	425
SECTION 1. – C'EST L'ÉTAT QUI EST GARANT DU RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX	425

SECTION 2. – <i>QUID</i> DU FONCTIONNAIRE QUI AGIT AU NOM DE L'ÉTAT ?	427
CHAPITRE 3. – Structure et contenu de la Troisième partie	429
TITRE II. Le droit du Conseil de l'Europe	431
CHAPITRE 1. – Introduction	433
CHAPITRE 2. – Aperçu des principaux organes du Conseil de l'Europe	435
SECTION 1. – LES ORGANES POLITIQUES	435
SOUS-SECTION 1. – Le Comité des ministres	435
SOUS-SECTION 2. – L'Assemblée parlementaire	435
SOUS-SECTION 3. – Le Secrétariat général	436
SECTION 2. – L'ORGANE JURIDICTIONNEL : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME	436
CHAPITRE 3. – Les textes normatifs	437
SECTION 1. – INTRODUCTION	437
SECTION 2. – LA CONVENTION DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES	437
SECTION 3. – LES PROTOCOLES MODIFICATIFS	438
SECTION 4. – LES PROTOCOLES ADDITIONNELS À LA CONVENTION	441
SOUS-SECTION 1. – Le Premier Protocole additionnel	441
SOUS-SECTION 2. – Le Protocole n° 4	441
SOUS-SECTION 3. – Les Protocoles n° 6 et n° 13	442
SOUS-SECTION 4. – Le Protocole n° 7	442
SOUS-SECTION 5. – Le Protocole n° 12	442
SOUS-SECTION 6. – Le Protocole n° 16	443
SECTION 5. – LA CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE	443
CHAPITRE 4. – Les obligations négatives et positives des États	445
CHAPITRE 5. – Le principe de subsidiarité	447
CHAPITRE 6. – Les limitations des droits fondamentaux	449

SECTION 1. – LES RESTRICTIONS DIRECTEMENT PRÉVUES PAR LES DISPOSITIONS QUI CONSACRENT LES DROITS FONDAMENTAUX.	449
SOUS-SECTION 1. – Le principe	449
SOUS-SECTION 2. – Le triple contrôle.	449
§1. - <i>Le contrôle de proportionnalité.</i>	449
§2. - <i>Une restriction prévue par la « loi ».</i>	450
§3. - <i>Une restriction nécessaire</i>	451
SECTION 2. – LES DÉROGATIONS EN CAS D'ÉTAT D'URGENCE : L'ARTICLE 15 . . .	452
SECTION 3. – L'INTERDICTION D'ABUS DE DROIT.	452
SOUS-SECTION 1. – La Convention.	452
SOUS-SECTION 2. – Applications	453
§1. - <i>Principes</i>	453
§2. - <i>Illustration : l'arrêt B. c. Belgique du 27 juin 2017.</i>	453
CHAPITRE 7. – La Cour européenne des droits de l'homme.	455
SECTION 1. – LA COMPÉTENCE CONTENTIEUSE	455
SOUS-SECTION 1. – Introduction	455
SOUS-SECTION 2. – La subsidiarité procédurale.	458
SECTION 2. – LA COMPÉTENCE CONSULTATIVE	459
SOUS-SECTION 1. – La demande d'avis consultatif émanant du Comité des ministres	459
SOUS-SECTION 2. – La demande d'avis consultatif émanant des plus hautes juridictions des États : le Protocole n° 16	459
§1. - <i>Introduction</i>	459
§2. - <i>Les juridictions nationales habilitées à interroger la Cour</i>	462
§3. - <i>La demande d'avis</i>	463
I. – L'objet de la demande d'avis.	463
A. – Une question de principe	464
B. – Une affaire en cours.	465
II. – Caractère purement facultatif	465
III. – La forme et le contenu de la demande d'avis.	466
IV. – Les effets de la demande d'avis en ce qui concerne la procédure interne.	467

§4. - <i>La procédure devant la Cour européenne</i>	468
§5. - <i>L'avis consultatif</i>	470
I. - Le délai dans lequel il est rendu	470
II. - Caractère non contraignant, mais.....	470
III. - La motivation de l'avis.....	471
IV. - Notification et publication	472
V. - Recours ultérieur	472
§6. - <i>Le premier avis consultatif</i>	473
TITRE III. Le droit de l'Union européenne	477
CHAPITRE 1. - Introduction	479
CHAPITRE 2. - Aperçu des principaux organes de l'Union européenne	481
SECTION 1. - LES ORGANES POLITIQUES	481
SOUS-SECTION 1. - Le Parlement européen	481
SOUS-SECTION 2. - Le Conseil	481
SOUS-SECTION 3. - Le Conseil européen	482
SOUS-SECTION 4. - La Commission européenne	482
SECTION 2. - L'INSTANCE JURIDICTIONNELLE : LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE	483
SOUS-SECTION 1. - La Cour de justice	483
§1. - <i>Présentation générale</i>	483
§2. - <i>Les recours devant la Cour de justice</i>	484
I. - Le recours préjudiciel	484
II. - Le recours en manquement.....	485
III. - Le recours en annulation.....	485
IV. - Le recours en carence	486
V. - Le pourvoi.....	487
SOUS-SECTION 2. - Le Tribunal	487
SOUS-SECTION 3. - Les tribunaux spécialisés	488
SOUS-SECTION 4. - L'exception d'illégalité	488

CHAPITRE 3. – Les textes normatifs	491
SECTION 1. – INTRODUCTION	491
SECTION 2. – LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE.	491
SOUS-SECTION 1. – Genèse et contenu.	491
SOUS-SECTION 2. – Le champ d'application de la Charte.	495
§1. - <i>La mise en œuvre du droit de l'Union</i>	495
§2. - <i>Aperçu de quelques précisions jurisprudentielles.</i>	496
I. – L'arrêt <i>Aklagaren</i> du 26 février 2013 et l'arrêt <i>I.N.</i> et <i>J.M.</i> du 24 octobre 2019	496
II. – L'ordonnance <i>P. c. État belge</i> du 22 septembre 2011 ..	498
III. – L'arrêt <i>Julian Hernández e.a.</i> du 10 juillet 2014	499
IV. – L'arrêt <i>Daouidi</i> du 1 ^{er} décembre 2016	500
V. – L'arrêt <i>Vera Egenberger</i> du 17 avril 2018	500
§3. - <i>Conclusions.</i>	501
 TITRE IV. La double protection européenne des droits fondamentaux	503
CHAPITRE 1. – La cohabitation des deux Cours suprêmes européennes	505
CHAPITRE 2. – Le « cadre constitutionnel » de l'Union européenne versus le système conventionnel du Conseil de l'Europe	509
 TITRE V. Le droit européen dans les différentes étapes de la fonction publique	513
CHAPITRE 1. – Introduction	515
CHAPITRE 2. – La primauté du droit européen au regard de la jurisprudence européenne	517
SECTION 1. – LES PRINCIPES : L'ARRÊT <i>SIMMENTHAL</i> DU 9 MARS 1978.	517
SECTION 2. – <i>QUID EN CAS DE QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ ? L'ARRÊT MELKI ET ABDELI</i> DU 22 JUIN 2010 .	518
SECTION 3. – LES AUTORITÉS GARANTES DE LA PRIMAUTÉ DU DROIT DE L'UNION : L'ARRÊT <i>MINISTER OF JUSTICE AND EQUALITY</i> DU 4 DÉCEMBRE 2018.	520

CHAPITRE 3. – La nationalité comme condition d'accès à la fonction publique, au regard de la libre circulation des travailleurs	523
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES	523
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	524
CHAPITRE 4. – Le diplôme et l'expérience utile comme conditions d'accès à la fonction publique, au regard de la libre circulation des travailleurs	527
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES	527
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	528
CHAPITRE 5. – Les conditions préalables au recrutement, au regard de la liberté de réunion et d'association et de l'interdiction de discrimination	531
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES	531
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	534
SOUS-SECTION 1. – L'arrêt <i>Grande Oriente d'Italia c. Italie</i> (I), du 2 août 2001	534
SOUS-SECTION 2. – L'arrêt <i>Grande Oriente d'Italia c. Italie</i> (II), du 31 mai 2007	535
CHAPITRE 6. – Les tests préalables au recrutement, au regard de la libre circulation des travailleurs et du respect de la vie privée	539
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES	539
SOUS-SECTION 1. – Le respect de la vie privée	539
SOUS-SECTION 2. – La liberté de circulation	540
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	541
§1. - <i>La libre circulation des travailleurs</i>	541
§2. - <i>Le respect de la vie privée</i>	542
CHAPITRE 7. – Le refus de nomination à l'issue d'un concours, au regard du droit au respect de la vie privée	547
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES	547
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE : L'ARRÊT <i>YILMAZ C. TURQUIE</i> DU 4 JUIN 2019	548

CHAPITRE 8. – La nomination comme fonctionnaire, au regard de l’interdiction de travail forcé	551
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.	551
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	552
CHAPITRE 9. – Les devoirs de loyauté, de réserve et de discrétion, au regard de la liberté d’expression.	555
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.	555
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	556
SOUS-SECTION 1. – Introduction	556
SOUS-SECTION 2. – Les conditions d’une ingérence dans la liberté d’expression.	559
SOUS-SECTION 3. – L’arrêt <i>Vogt c. Allemagne</i> du 26 septembre 1995. ...	561
SOUS-SECTION 4. – Le fonctionnaire « lanceur d’alerte »	565
§1. - <i>Les principes : l’arrêt Guja c. Moldova du 12 février 2008.</i> ..	565
§2. - <i>Illustration : l’arrêt Catalan c. Roumanie du 9 janvier 2018.</i>	568
SOUS-SECTION 5. – L’abus dans la liberté d’expression	569
CHAPITRE 10. – Le devoir d’obéissance, au regard du droit à un recours effectif en cas de violation des droits garantis par la Convention européenne des droits de l’homme	571
SECTION 1. – LA SOURCE NORMATIVE EUROPÉENNE	571
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	571
CHAPITRE 11. – Le devoir de dignité, au regard du droit au respect de la vie privée	575
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.	575
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	576
SOUS-SECTION 1. – Introduction	576
CHAPITRE 12. – Le devoir de neutralité, au regard de la liberté de pensée, de conscience et de religion	579
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.	579

SECTION 2. – APPLICATION GÉNÉRALE ET EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE.....	580
SOUS-SECTION 1. – Introduction	580
SOUS-SECTION 2. – La décision <i>Dahlab c. Suisse</i> du 15 février 2001..	582
SOUS-SECTION 3. – La décision <i>Kurtulmus c. Turquie</i> du 24 janvier 2006	583
SOUS-SECTION 4. – L'arrêt <i>D. c. Belgique</i> du 11 juillet 2017	585
SOUS-SECTION 5. – L'arrêt de l'assemblée générale du Conseil d'État du 27 mars 2013.....	586
SOUS-SECTION 6. – L'arrêt <i>Sodan c. Turquie</i> du 2 février 2016	587
SOUS-SECTION 7. – Le principe de laïcité et de neutralité de l'État : l'arrêt <i>Ebrahimian c. France</i> du 26 novembre 2015.....	589
SOUS-SECTION 8. – L'interdiction de l'abus de droit	591
CHAPITRE 13. – L'obligation de résidence, au regard de la liberté de circulation et de la protection de la vie privée.....	593
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.....	593
SOUS-SECTION 1. – La protection de la vie privée	593
SOUS-SECTION 2. – La liberté de circulation	594
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	595
CHAPITRE 14. – La qualité de fonctionnaire, au regard du droit au respect de la correspondance	597
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.....	597
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	598
SOUS-SECTION 1. – Introduction	598
SOUS-SECTION 2. – Les arrêts <i>Barbulescu</i> et <i>Libert</i>	598
§1. - <i>L'arrêt Barbulescu c. Roumanie du 2 septembre 2017 et les employés du secteur privé</i>	599
I. – Les faits de la cause	599
II. – Le droit international et la pratique internationale ...	604
III. – La procédure devant la Cour européenne.....	604
IV. – L'arrêt du 5 septembre 2017	607

A. – En ce qui concerne l'applicabilité de l'article 8 de la Convention	607
B. – En ce qui concerne le respect de l'article 8 de la Convention	609
V. – Conclusion	618
§2. - <i>L'arrêt Libert c. France du 22 février 2018</i> <i>et les fonctionnaires du secteur public</i>	619
I. – La différence entre le secteur public et le secteur privé	619
II. – Les obligations négatives de l'État	621
III. – Les obligations concrètes du fonctionnaire pour bénéficier de la jurisprudence <i>Barbulescu</i>	621
§3. - <i>La jurisprudence ultérieure : la décision Garamukanwa</i> <i>c. Royaume-Uni du 14 mai 2019</i>	622
§4. - <i>L'arrêt (gde ch.) Lopez Ribalda e.a. c. Espagne</i> <i>du 17 octobre 2019</i>	623
CHAPITRE 15. – La qualité de fonctionnaire, au regard de la liberté syndicale et du droit de grève	627
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.	627
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	628
SECTION 3. – ILLUSTRATION : L'ARRÊT OGNEVENKO C. RUSSIE DU 20 NOVEMBRE 2018	632
CHAPITRE 16. – Le contentieux disciplinaire des fonctionnaires, au regard du droit à un procès équitable	633
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.	633
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	635
SOUS-SECTION 1. – La jurisprudence antérieure à l'arrêt <i>Pellegrin</i>	635
SOUS-SECTION 2. – L'arrêt <i>Pellegrin c. France</i> du 8 décembre 1999.	639
SOUS-SECTION 3. – L'arrêt <i>Eskelinen c. Finlande</i> du 19 avril 2007.	642
SOUS-SECTION 4. – La jurisprudence ultérieure	647
§1. - <i>L'arrêt Di Giovanni c. Italie du 9 juillet 2013</i>	648
§2. - <i>L'arrêt Loupas c. Grèce du 20 juin 2019</i>	649
§3. - <i>La jurisprudence du Conseil d'État</i>	652
I. – Les premiers arrêts post <i>Eskelinen</i>	652

II. – Les rectifications ultérieures	653
SOUS-SECTION 5. – L'intérêt persistant des principes généraux du droit administratif.	654
§1. - <i>Le respect de l'article 6 en raison du recours juridictionnel ouvert devant le Conseil d'État.</i>	654
I. – Le recours au Conseil d'État suffit pour respecter le droit à un procès équitable	654
II. – Conclusion	656
§2. - <i>Dans les procédures administratives</i>	656
CHAPITRE 17. – Les sanctions disciplinaires, au regard de la légalité des peines	659
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.....	659
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	660
SOUS-SECTION 1. – Introduction	660
SOUS-SECTION 2. – La décision <i>Haioun c. France</i> du 7 septembre 2004	661
CHAPITRE 18. – Les sanctions disciplinaires, au regard du droit à ne pas être jugé ou puni deux fois pour les mêmes faits	663
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.....	663
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	664
CHAPITRE 19. – La suspension préventive et les sanctions disciplinaires, au regard de l'interdiction de traitements dégradants ou inhumains	667
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.....	667
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	667
SOUS-SECTION 1. – Introduction	667
SOUS-SECTION 2. – La suspension préventive	668
SOUS-SECTION 3. – Les sanctions disciplinaires	672
CHAPITRE 20. – La rémunération, au regard de la protection de la propriété	675
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.....	675
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	676

CHAPITRE 21. – Le paiement des heures supplémentaires, au regard de l'interdiction de travail forcé.	679
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.	679
SECTION 2. – ILLUSTRATION EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE : LA DÉCISION <i>ADIGÜZEL C. TURQUIE</i> DU 6 FÉVRIER 2018.	680
CHAPITRE 22. – La qualité de fonctionnaire, au regard de l'égalité de traitement dans la jouissance des droits garantis par la Convention européenne des droits de l'homme	683
SECTION 1. – LA CONVENTION.	683
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	683
SOUS-SECTION 1. – Les principes	683
SOUS-SECTION 2. – Illustration d'une violation combinée : l'arrêt <i>Grande Oriente d'Italia c. Italie</i> (II), du 31 mai 2007.	687
CHAPITRE 23. – L'interdiction générale de discrimination	691
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.	691
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	693
SOUS-SECTION 1. – Le droit conventionnel.....	693
SOUS-SECTION 2. – Le droit de l'Union	694
CHAPITRE 24. – La pension, au regard de la protection de la propriété	697
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.	697
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	698
SOUS-SECTION 1. – L'arrêt <i>Azinas c. Chypre</i> du 20 juin 2002.	698
SOUS-SECTION 2. – La décision <i>L. c. Belgique</i> du 9 mars 2006	700
CHAPITRE 25. – Le refus de démission, au regard de l'interdiction de travail forcé	703
SECTION 1. – LES SOURCES NORMATIVES EUROPÉENNES.	703
SECTION 2. – APPLICATIONS EN DROIT DE LA FONCTION PUBLIQUE	704
Bibliographie	705